

Lockington, Elliott (SPAC/PSPC)

De : Lockington, Elliott (SPAC/PSPC)
Envoyé : 4 mai 2020, 12 h 19
À : Laycock, Tristan (SPAC/PSPC); Kim, Sabrina
Objet : RÉP. : Commentaires sur Amazon

Ce sujet a également été abordé le 29, mais je n'ai pas pu trouver les notes du procès-verbal du débat de ce jour-là.

De : Laycock, Tristan (SPAC/PSPC)
Envoyé : 4 mai 2020 12 h 12
À : Kim, Sabrina <Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca>; Lockington, Elliott (SPAC/PSPC) <elliott.lockington@canada.ca>
Objet : RÉP. : Commentaires sur Amazon

Mot d'ouverture :

Pour nous aider dans la distribution au pays, nous avons passé un contrat avec Amazon Canada, une des entreprises qui a répondu à notre appel à l'action. Permettez-moi d'être clair sur leur rôle. Amazon propose actuellement l'utilisation de sa plateforme commerciale en ligne pour aider à gérer les stocks et permettre aux provinces et territoires de commander directement des fournitures.

Postes Canada et Purolator, qui sont tous les deux des partenaires commerciaux d'Amazon Canada, se chargeront de l'entreposage et de la livraison. Tout cela se fait au prix coûtant, sans profit. Cet accord est important pour garantir que les masques, les gants et les autres équipements vitaux soient fournis aux travailleurs de la santé de première ligne le plus rapidement possible.

Échanges :

M^{me} Julie Vignola (Beauport-Limoilou, BQ) : Merci beaucoup. Merci d'être avec nous aujourd'hui, Madame Anand. J'ai quelques questions à vous poser. Je crois savoir qu'Amazon nous prête sa plateforme commerciale en ligne. Cependant, je me demande pourquoi Postes Canada ne se charge pas de toute la distribution. La plateforme de Postes Canada est-elle incapable de faire ce que fait Amazon?

L'honorable Anita Anand : Merci beaucoup pour votre question. La santé et la sécurité des Canadiens constituent notre priorité absolue. C'est pourquoi nous nous sommes engagés à faire en sorte que les fournisseurs de soins de santé de première ligne obtiennent les fournitures vitales le plus rapidement possible. Comme vous l'avez mentionné, nous avons conclu un accord avec Amazon Canada, qui travaille en étroite collaboration avec Postes Canada et Purolator, pour aider à gérer la distribution des fournitures et de l'équipement de protection individuelle achetés par le gouvernement fédéral. Ils jouent des rôles différents. Amazon dispose d'une plateforme en ligne.

Amazon met sur cette plateforme les articles que nous allons distribuer. Les provinces et territoires peuvent passer des commandes sur cette plateforme, qui sont ensuite livrées par Postes Canada.

[Traduction]

Ils jouent donc des rôles différents, et Postes Canada ne dispose pas de la plateforme nécessaire pour jouer le même rôle qu'Amazon.

M^{me} Julie Vignola : C'est clair, mais ma question reste la suivante : la plateforme de Postes Canada ne lui permettait-elle pas de jouer ce rôle? Était-il absolument nécessaire d'utiliser Amazon, qui est une société étrangère? Qu'aurait-il fallu à Postes Canada pour pouvoir gérer l'ensemble du processus de distribution?

L'honorable Anita Anand : Il est très important de préciser qu'il s'agit d'Amazon Canada. Il ne s'agit pas exactement d'une société étrangère. Il s'agit d'une entreprise canadienne qui travaille avec d'autres entreprises canadiennes. Ces trois entreprises fournissent ces services à prix coûtant, sans faire de profit.
[English]

C'est au prix coûtant, sans profit, et ce sont toutes des entreprises canadiennes. Amazon Canada est une entreprise canadienne.

M. Matthew Green : Merci beaucoup, Monsieur le Président.

Nous avons entendu aujourd'hui qu'Amazon a d'abord été qualifiée par le ministre d'entreprise canadienne, avant bien sûr de préciser qu'il s'agissait d'une entreprise menant des activités au Canada. Nous savons que le propriétaire d'Amazon a touché des profits, je crois, de près de 24 milliards de dollars pendant la pandémie de COVID-19. Nous savons aussi, du moins à ma connaissance, et quelqu'un ici peut-être me corriger si je me trompe, que l'entreprise ne paie pas d'impôts fédéraux.

Qu'avons-nous mis en place pour nous assurer, sur la base des descriptions que nous avons eues de la chaîne logistique de l'entreprise, que même si elle agit gratuitement, il n'y a pas de possibilité d'effectuer des transactions personnelles sur la plateforme?

Même si l'entreprise va continuer à vendre ces articles, y a-t-il une possibilité ou a-t-on exploré le potentiel de transactions personnelles entre la plateforme d'Amazon et le travail de logistique que l'entreprise effectue pour le gouvernement fédéral?

M. Bill Matthews : Il y a beaucoup d'éléments dans cette question, et je ne peux pas donner de réponse à certains éléments qui concernent l'impôt sur le revenu, etc. Cependant, en ce qui concerne l'accord que le gouvernement a conclu avec Amazon et ses partenaires, il vise à permettre, essentiellement, la commande et la distribution des biens et des services acquis au niveau fédéral, euh pardon, seulement des biens et non des services. Il s'agit d'une activité distincte des opérations habituelles de l'entreprise.

Ce qui distingue Amazon dans ce cas, c'est sa plateforme de vente au détail tournée vers l'extérieur qui permettrait aux provinces et territoires de passer effectivement des commandes d'EPI auprès de l'entrepôt national. C'est là que réside la particularité. Comme il a été mentionné, l'entreposage et la distribution sont assurés par Amazon, Postes Canada et Purolator. Il s'agit d'un arrangement distinct sans profit pour les premiers mois, et nous verrons pour la suite. C'est très différent. Je ne pense pas qu'il s'agisse d'un processus qui se mélange aux activités habituelles de l'entreprise.

• (1245)

M. Matthew Green : Je ne vois pas comment, en bout de chaîne logistique, ils n'auraient pas d'information. Nous avons entendu parler des prix abusifs de tous les EPI sur le marché, et ils offrent, sans aucune implication fiscale fédérale, peut-être la plus grande possibilité en ligne pour cela dans le secteur privé.

Je suis très préoccupé par le fait que trois cas de COVID ont été signalés dans les opérations canadiennes.

Je suis très préoccupé par les rapports faisant état d'importantes violations du droit du travail aux États-Unis, à Paris et dans leurs activités internationales. Qu'avons-nous dans nos capacités, dans nos outils, étant donné qu'ils sont maintenant un fournisseur direct de services pour nous, pour nous assurer qu'ils fournissent une norme canadienne d'environnement de travail respectueuse de la santé publique, sachant qu'ils vont embaucher 1 000 nouvelles personnes?

Les affaires sont florissantes. Comment pouvons-nous garantir que nos fournisseurs, comme Amazon, maintiendront le type de sécurité en matière de santé publique dont nous avons besoin afin d'écartier tout vecteur potentiel important de distribution de la COVID dans le pays, littéralement de porte à porte?

M. Bill Matthews : C'est une question intéressante.

Je pense que la réponse serait la même pour toutes les industries. Ils doivent trouver des moyens d'assurer la sécurité de leur main-d'œuvre dans le cadre de ce travail très important, et ils souhaitent tous aussi, comme nous, maintenir la main-d'œuvre en bonne santé.

Lors des discussions sur la manière dont ils s'organiseraient pour fournir ce service, il y a eu des discussions sur la main-d'œuvre (et elles se poursuivront), mais il est évident qu'ils doivent respecter les règles en vigueur, quelles qu'elles soient, du point de vue de la santé publique, afin de protéger correctement leurs employés.

M. Matthew Green : Nous savons qu'ils ont gagné des milliards et des billions de dollars grâce aux chaînes d'approvisionnement. Nous savons que s'ils ont dans leurs stocks un certain nombre de produits qui arrivent à un point d'épuisement, ils auront des systèmes automatiques en place pour pouvoir les réapprovisionner. Pour en revenir au stock stratégique national d'urgence, il a été suggéré à plusieurs reprises par ce comité qu'il n'y a pas de véritable rôle pour ce ministère dans les opérations, que cela relève uniquement de l'ASPC. Je vais oser affirmer qu'en fait, il est très clair qu'il y a eu une mauvaise gestion du stock.

Voici ce que j'ai besoin de savoir : dans les recommandations indépendantes, les évaluations, la recommandation de passer de neuf à six entrepôts, l'entrepôt de Regina était l'un de ceux qui ont été fermés, mais quels sont les autres qui l'ont été, et ces stocks ont-ils également été éliminés?

M. Bill Matthews : Je pense que l'Agence de santé publique ou de Santé Canada serait la mieux placée pour répondre à ces questions.

M. Matthew Green : Je sais que certaines personnes pourraient dire que tout cela est rétroactif, que c'est avec du recul, mais a-t-on discuté, étant donné l'ampleur de l'urgence, de la possibilité d'avoir un comité intégré pour que l'ASPC ne soit pas la seule responsable de la gestion de la réserve nationale? Votre ministère a-t-il contacté leur ministère pour lui dire : « Hé, nous faisons ce genre de choses tous les jours. Nous comprenons la logistique. Peut-être devrions-nous être considérés pour les futures urgences? » Cette conversation a-t-elle eu lieu?

M. Bill Matthews : La relation actuelle entre l'Agence de la santé publique et notre agence est une relation d'approvisionnement; il y a donc un transfert de décision en ce qui a trait au moment où ils commandent quelque chose. Nous avons un dialogue avec eux concernant les marchandises et le moment où elles vont arriver, et ensuite sur la façon dont elles arrivent au Canada et sont placées dans leur système. Bien entendu, nous avons aidé l'Agence de la santé publique à négocier les accords avec Amazon, Postes Canada et Purolator. Un dialogue est en cours sur la manière dont nous travaillons ensemble.

De : Kim, Sabrina [<mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca>]

Envoyé : 4 mai 2020, 11 h 56

À : Laycock, Tristan (SPAC/PSPC) [tristan.lavcock@canada.ca]; Lockington, Elliott (SPAC/PSPC) [elliott.lockington@canada.ca]

Objet : Commentaires sur Amazon

Pouvez-vous envoyer le texte exact de ce que votre ministre a dit à OGGO ou à la Chambre ou ce qui figure sur le contrat?

Merci,
Sabrina

Sabrina Kim
Issues Advisor / Conseillère en enjeux
Office of the Prime Minister/ Cabinet du premier ministre
613-795-7803